

La France envoie 400 soldats supplémentaires en Centrafrique. L'UE a décidé, pour sa part, d'envoyer 500 hommes



Reuters/Reuters - Soldats français et africains dans un camp militaire de Bangui, où un charnier a été découvert. Le gouvernement français a annoncé vendredi l'envoi de 400 soldats supplémentaires en République centrafricaine pour renforcer le contingent de 1.600 hommes de l'opération Sangaris fin de faire cesser les massacres dans ce pays. /Photo prise le 14 février 2014/REUTERS/Luc Gnago

PARIS (Reuters), 14 février 2014 - Le gouvernement français a annoncé vendredi l'envoi de 400 soldats supplémentaires en République centrafricaine pour renforcer les 1.600 hommes de l'opération Sangaris et tenter de faire cesser les massacres dans ce pays.

La décision a été annoncée par l'Elysée à l'issue d'un conseil de défense restreint présidé par François Hollande, qui a appelé "la communauté internationale à une solidarité accrue".

"Le conseil a pris en considération l'appel du secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-moon, à une mobilisation de la communauté internationale, ainsi que la décision de l'Union européenne d'engager une opération militaire en Centrafrique", lit-on dans le communiqué de la présidence française.

Le chef de l'Etat a décidé d'y répondre en portant temporairement à 2.000 les effectifs militaires français déployés en Centrafrique.

"Cet effort supplémentaire de 400 hommes comprend le déploiement anticipé de forces de combat et de gendarmes français qui participeront ensuite à l'opération militaire de l'Union Européenne dès son déploiement", précise l'Elysée.

Selon le porte-parole de l'état-major des armées, le colonel Gilles Jaron, cette décision se traduira "dans les jours à venir" par l'engagement d'unités prépositionnées en Afrique.

Ces renforts comprendront des unités de combat d'infanterie, des hélicoptères de transport et des moyens logistiques et de commandement, a-t-il précisé.

"Il s'agit de renforcer la mobilité de la force Sangaris pour augmenter sa capacité à s'engager en province et accélérer le déploiement de la Misca (mission africaine en Centrafrique)", a ajouté le colonel Jaron.

La France appelle par ailleurs l'UE à accélérer le déploiement de la mission Eufor, y compris la Force de gendarmerie européenne, ajoute la présidence française.

UN MILLION DE DÉPLACÉS

Elle exhorte la communauté internationale à une solidarité accrue à l'égard de la Centrafrique et invite le Conseil de Sécurité de l'Onu à accélérer le déploiement d'une opération de maintien de la paix dans ce pays en proie aux affrontements entre milices chrétiennes et musulmanes.

La France souhaite enfin un soutien plus important à la Misca, pour lui permettre d'être plus mobile, et lance un appel à une aide humanitaire d'urgence.

François Hollande s'est entretenu avec dans la soirée à l'Elysée avec le président du Tchad Idriss Deby qui s'est félicité du renforcement des effectifs français.

"C'est une très bonne chose", a-t-il réagi devant la presse.

"Il reste beaucoup à faire pour sécuriser Bangui, et il reste beaucoup à faire pour sécuriser le reste du pays", a-t-il prévenu, excluant néanmoins d'augmenter le contingent tchadien qui s'élève à plus d'un millier d'hommes.

"Nous avons déjà fait les sacrifices nécessaires", a-t-il estimé.

Paris a dû beaucoup insister, à la fin de l'année dernière, pour que ses partenaires européens se décident à épauler les soldats français et la Misca.

L'UE a décidé d'envoyer 500 hommes en Centrafrique, notamment pour créer une zone de sécurité à Bangui. Les responsables européens espèrent que les premiers éléments de l'Eufor RCA pourront s'y déployer le mois prochain.

Mais face à l'aggravation des violences et aux craintes de "nettoyage ethnique", Ban Ki-moon a demandé mardi à la France d'y envoyer sans attendre des soldats supplémentaires.

"Les violences confessionnelles modifient la structure démographique du pays. Nous devons faire plus pour empêcher de nouvelles atrocités, pour protéger les civils, rétablir la loi et l'ordre, fournir une aide humanitaire et assurer l'intégrité du pays", a-t-il déclaré à la presse.

La présence des militaires français de Sangaris et des 5.000 soldats africains de la Misca n'a pas permis jusqu'ici de rompre un cycle de violences qui a fait plus de 2.000 morts et un million de déplacés, soit un quart de la population du pays.

Julien Ponthus et Emmanuel Jarry, édité par Sophie Louet



Le commandant de l'opération Sangaris de l'armée française en Centrafrique, le général Francisco Soriano, le 12 février 2014 à Mbaiki, en Centrafrique.

Centrafrique: la France envoie 400 soldats français de plus

Par Dominique CHABROL / AFP, 14 février 2014



La France a répondu favorablement à la demande du secrétaire général de l'ONU de déployer plus de troupes en Centrafrique, en annonçant vendredi l'envoi de 400 militaires supplémentaires, qui porteront "temporairement à 2.000" ses effectifs dans ce pays

La France a répondu favorablement à la demande du secrétaire général de l'ONU de déployer plus de troupes en Centrafrique, en annonçant vendredi l'envoi de 400 militaires supplémentaires, qui porteront "temporairement à 2.000" ses effectifs dans ce pays.

Ban Ki Moon avait demandé lundi à Paris de déployer plus de troupes pour faire face aux violences inter-communautaires qui se poursuivent, notamment en dehors de Bangui.

"Le président de la République a décidé d'y répondre en portant temporairement à 2.000 les effectifs militaires français déployés en Centrafrique", écrit l'Elysée dans un communiqué, à l'issue d'un Conseil de défense restreint autour de François Hollande.

Selon la présidence, "cet effort supplémentaire de 400 hommes comprend le déploiement anticipé de forces de combat et de gendarmes français qui participeront ensuite à l'opération militaire de l'Union Européenne dès son déploiement".

Tout en acceptant de renforcer ses effectifs, Paris entend maintenir la pression sur ses partenaires européens et l'ensemble de la communauté internationale, pour qu'ils accentuent leurs efforts, jusqu'à présent très limités, en faveur de la RCA.

La France appelle ainsi le Conseil de sécurité de l'ONU à "accélérer le déploiement d'une opération de maintien de la paix" dans le pays. Elle presse l'Union européenne d'"accélérer le déploiement de la mission EUFOR, y compris la force de gendarmerie européenne". Paris appelle enfin la communauté internationale "à agir face à l'urgence humanitaire en RCA", "un devoir impérieux de solidarité".

La France a déployé début décembre 1.600 hommes dans le pays, mais cet effectif limité, qui agit officiellement en soutien des 6.000 hommes de la force africaine, la Misca, n'a pas permis de faire cesser les violences et les représailles entre communautés chrétienne et musulmane.

Les 400 militaires supplémentaires proviendront des forces françaises prépositionnées en Afrique et devraient arriver dans les prochains jours à Bangui. Selon une source à la Défense, il s'agira d'éléments de combat d'infanterie, d'éléments pour la logistique, mais aussi d'hélicoptères pour renforcer la mobilité de Sangaris. L'augmentation des effectifs français doit notamment leur permettre de se déployer plus largement et efficacement en province.

Jean-Yves Le Drian s'est rendu mercredi pour la 3e fois en Centrafrique pour faire le point avec les responsables militaires et les autorités de transition centrafricaines. Déplacement à l'issue duquel François Hollande a convoqué un Conseil de défense restreint.

- "Un niveau de violence important" -

Après le départ de la capitale des miliciens de l'ex-Séléka, "on passe à Bangui d'une situation strictement militaire à une situation plus liée à un phénomène de criminalité extrêmement répandue qui génère un niveau de violence important", souligne-t-on à la Défense.

Paris entend donc développer une force de gendarmerie en RCA. Une cinquantaine de gendarmes français devraient rejoindre la mission européenne EUFOR en train d'être constituée, au côté d'autres gendarmes européens.

Les forces françaises renforceront par ailleurs leur soutien à l'embryon de gendarmerie centrafricaine et à celle de la Misca. Soutien également à la reconstitution de l'appareil judiciaire centrafricain, pour tenter d'enrayer la criminalité.

L'Elysée réclame également "qu'un soutien plus important soit accordé à la mission africaine, pour lui permettre d'être plus mobile".

Désormais forte de 6.000 hommes, dont environ 1.600 en province, mais sous-équipée, la Misca dispose de très peu de véhicules. Paris appelle donc la communauté internationale, "y compris les Etats-Unis", souligne-t-on côté Défense, "pour lui permettre de se déployer plus rapidement sur l'ensemble du territoire".

L'ensemble doit permettre de renforcer le soutien aux autorités de transition centrafricaines, en permettant notamment à la présidente Catherine Samba Panza de se déplacer en province "pour marquer le retour d'une forme d'autorité légitime".

La force militaire que l'Union européenne a décidé en décembre d'envoyer en Centrafrique pourrait compter jusqu'à 900 militaires, dont un important contingent français, mais aucune date n'est fixée pour son déploiement.